

Revoir le « Plan HP » pour précariser davantage les habitants ? Le Gouvernement fait fausse route !

Près de 15.000 habitants vivent en caravanes (campings), chalets ou construction en dur (parcs résidentiels et domaines) dans de nombreuses communes de Wallonie. Cette réalité existe depuis plus de 30 ans. De nouveaux ménages s'y installent quotidiennement...

En 1995, l'annonce par le Gouvernement wallon que ce « phénomène » devait être enrayeré pour 1998 avait déjà provoqué fermetures et évacuations de nombreux sites, fuite des habitants... L'adoption en 2002 d'un plan « Habitat Permanent » en zone de loisirs (Plan HP), puis sa mise en œuvre en 2004 et 2005 ont calmé le jeu. Comportant différentes mesures, il vise notamment au relogement des habitants sur base volontaire et à « envisager » la reconnaissance de certains sites comme lieux d'habitat. Entre les deux, très peu d'aides et de soutiens sont apportés concrètement aux habitants afin qu'ils améliorent leur cadre de vie choisi en fonction de leurs besoins et de leurs moyens.

Ce qui n'a pas empêché que des personnes soient soumises à l'arbitraire, au harcèlement, se sentent menacées, soient encore plus fragilisées... Et que tous les habitants vivent avec une épée de Damoclès au dessus de la tête.

Après des initiatives de dialogue de notre part, des mois de demandes et malgré les engagements pris par le Gouvernement, les associations et les habitants n'ont pas été associés aux réflexions élaborées au sein de « groupes de travail » gouvernementaux qui viennent de remettre leurs conclusions. Mercredi passé, nous sommes mis devant le fait accompli de 70 mesures qui seraient soumises à l'accord du Gouvernement le lendemain !

Nous n'avons pas été concertés, marquons notre profond désaccord et mettons en garde : si l'intention du gouvernement est bien de soutenir les habitants pour leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie, qu'il n'adopte pas à la légère des mesures qui risquent de les insécuriser et les fragiliser encore plus.

Les informations qui nous ont été communiquées sont très inquiétantes, aucunes garanties ne sont apportées aux habitants, certaines mesures sont difficiles à croire :

- Les difficultés liées à cet habitat ne sont pas prises en compte dans le contexte général de crise du logement : faute d'alternative et d'accompagnement, **l'interdiction de domiciliation va rejeter à la marge** ceux qui auraient pu y trouver à se loger compte tenu de leurs moyens ;
- **des mesures envisagées risquent même de précariser d'autres** comme les personnes sans-abri (remise en cause du droit de domiciliation) ;
- **La fermeture programmée des campings et des zones inondables annonce un dangereux revirement et des catastrophes sociales.** Jusqu'ici, les habitants pouvaient rester sur place et, selon les demandes et les moyens, se voir proposer un relogement sur base volontaire ainsi qu'une série d'aides et d'incitants. Dans la pratique, chacun a cependant pu apprécier les pressions que pouvaient subir certains... **Et comment procédera-t-on sachant que les communes et leurs partenariats locaux ne disposent même pas des moyens de reloger tous ceux qui le demandent ?**

- Des mesures comportent en elles-mêmes des **risques sérieux d'aggravation des conditions de vie des plus fragiles** parmi les habitants.
- **Le devenir des autres sites (domaines et parcs résidentiels) n'est pas clair et suscitera encore beaucoup d'inquiétudes.** Dès son origine, le plan comportait pourtant cet espoir pour beaucoup d'habitants que leur lieu d'habitat soit reconnu.

Pour ne citer que quelques unes des 70 mesures envisagées...

Nous, habitants, associations, simples citoyens sommes convaincus :

- Que ne sont pas des « abris » mais bien des logements dont disposent ces habitants ;
- Que ne pas le reconnaître, c'est les considérer comme citoyens de seconde zone et les priver de leurs droits.
- Que compte tenu des enjeux que comporte ce plan pour des milliers de personnes, **prendre de telles décisions sans débat public n'est pas sérieux et même dangereux;**
- Que ces réalités complexes appellent **des réponses mesurées et appropriées**, qui respectent vraiment la liberté, les choix et les moyens dont les personnes disposent pour habiter ;
- Que, l'enfer étant pavé de bonnes intentions, la plus grande vigilance est requise dans la mise en œuvre des mesures afin **qu'elles ne se retournent pas dans les faits contre les habitants.**
- Que l'amélioration des conditions de vie des milliers d'habitants concernés ne deviendra une réalité que s'ils en sont eux-mêmes les premiers acteurs, s'ils sont pleinement associés à la recherche de solutions qui leurs soient adaptées et si la maîtrise de leur habitat en sort réellement renforcée.

De tout cela, aucunes garanties n'ont été offertes jusqu'ici : nos interpellations dans ce sens sont restées sans suites.

En conséquence de quoi, **nous attendons du Gouvernement un signal fort**, pour les habitants, les élus locaux, la population et les associations :

- **Qu'il renonce à adopter dans la précipitation, sans dialogue, ni concertation un plan d'action qui comporte de tels risques.**
- **Qu'il se donne le temps et les moyens de rechercher en concertation avec les habitants et partant de leurs situations réelles, des solutions appropriées qui leurs conviennent et leur garantissent un meilleur avenir.**

Les associations et citoyens suivants soutiennent cet appel lancé au Gouvernement :

Solidarités Nouvelles asbl 0497/30.35.07 – Mouvement Lutte-Solidarité-Travail 0479/28.90.57 – Droit Au Logement Différent – Le Miroir Vagabond asbl 084/31 19 46 – Le Forum Social de Mettet – Le Réseau wallon de Lutte contre la Pauvreté 0498/44.82.38.- SRP La Teignouse 0473/92.37.06
Eric Lebrun, Hennuyères – Paul Mayence, Charleroi – Egalité, Saïdi Nordine – Isabelle Van den Abeele, Bruxelles – Xavier Angenot, Bruxelles – Henriette Van Mello, Lodelinsart – Paul Rixen, Malmédy – Front Commun SDF, Jean Peeters – Aurélia Van Gucht – Beatriz Rodriguez-Vina – Geert De Pauw – Clémentine Métier – Relogeas asbl – Claire Goethals, LST Tubize – Paul Adam, Perwez – ATD-Quart Monde Belgique – Urbagora asbl, Liège - Raphaël Magin - Hélène Ancion, IEW